

PAGE ÉCONOMIQUE

Budget du Québec : Le point de vue de Québec Solidaire

Selon Amir Khadir, le gouvernement fait payer aux gens ordinaires les effets de la crise !

BUDGET FÉDÉRAL 2010

Ce n'était pas une surprise de voir le gouvernement et le ministre Flaherty garder le cap sur le Plan d'action économique mis en place l'an dernier. Le gouvernement espère une relance qui sera suffisamment forte pour permettre à l'économie de poursuivre sa croissance de façon autonome.

Le gouvernement table sur un retour à l'équilibre dans environ 5 ans. D'ici 2014-2015, le gouvernement voit ses recettes atteindre 296 milliards. Une augmentation de 63 milliards sur les revenus réels de 2008-2009. Ainsi le gouvernement, selon leur pronostic arriverait à un déficit de seulement 1.8 milliard sur une dette totale de 622 milliards. En 2008-2009, la dette d'élevait à 463.7 milliards et le déficit 5.8 milliards.

Le plan d'action poursuit sa route et, bien sûr, ce budget comporte une multitude de programmes peu coûteux. Tous les budgets en comportent et ils sont nécessaires pour combler des besoins changeants de la population et du secteur des affaires. Pour ce qui est du retour graduel vers l'équilibre, les défis sont grands, surtout dans la recherche d'une plus grande efficacité de l'appareil gouvernemental. Cependant, pour l'instant, il y a peu de raisons de croire que l'objectif ne sera pas atteint.

Le gouvernement semble avoir réussi à répondre aux principales attentes des analystes et des marchés financiers. Le plan de retour à l'équilibre s'est précisé avec des mesures d'économie qui seront de l'ordre de 17,6 milliards au cours des cinq prochaines années. Les hypothèses formulées à propos des revenus sont plausibles.

Quant aux dépenses, si le gouvernement suit à la lettre les mesures d'économie suggérées dans le budget, il faudra admettre que le pari du retour graduel à l'équilibre budgétaire au cours des prochaines années aura été gagné. Cependant, il ne faut pas oublier que la dette fédérale calculée par les déficits accumulés s'élèvera alors à 622 milliards soit une augmentation de 36 % avant la crise financière.

Cette crise aura coûté cher aux Canadiens, et il faudra un jour ou l'autre établir un plan de remboursement ou de diminution de l'endettement au pays afin de conserver les acquis obtenus grâce à l'assainissement des finances publiques effectué avant la récession.

De plus, même si la situation économique s'est grandement améliorée et que les marchés financiers ont retrouvé un rythme de fonctionnement plus normal, de nombreuses incertitudes demeurent. Le retour graduel à l'équilibre s'étend sur une longue période et plusieurs événements imprévus pourront survenir, d'autant plus que le vieillissement de la population mettra davantage de pressions sur les finances publiques en général. La partie n'est pas gagnée. Cet environnement demandera encore des sacrifices pour la population canadienne et représentée, sans aucun doute, pour plusieurs années un défi de taille!

(Source : Études économique Desjardins, <http://www.conseillersplacement.ca/>)



Amir Khadir (Ph. Assemblée nationale)

« Dans la maîtrise de l'illusion, Clotaire Rapaille n'aurait pas fait mieux, affirme Amir Khadir pour décrire le budget présenté aujourd'hui. Le gouvernement dévoile un budget enrobé d'un discours et de quelques mesures d'équité fiscale et de solidarité sociale. Mais le gouvernement a choisi de faire payer par les gens ordinaires les effets d'une crise provoquée par la haute finance. »

Le fardeau de la crise sur les gens ordinaires

Afin de combler le déficit, le budget prévoit un effort global de 3,5 MM \$ des particuliers sous forme de contributions supplémentaires, plusieurs fois le 800 M\$ demandé aux entreprises. De plus, la « contribution santé », proposée par le gou-

vernement pour garnir sa Caisse Santé, est en fait un impôt régressif. En effet, une personne qui gagne 30 000 \$ par année paiera autant que celle qui en gagne 250 000 \$. Selon Amir Khadir, le milliard que veut ainsi aller chercher le gouvernement aurait pu être prélevé proportionnellement aux revenus.

« Pourquoi est-ce encore à la classe moyenne et aux petits salariés à payer pour les excès du système financier, qui sont responsables de la récession qui nous oblige aujourd'hui à résorber un déficit? demande M. Khadir. Ces taxes et tarifs supplémentaires ainsi que ces compressions dans les services que nous recevons de l'État sont injustes ».

Des cibles de compressions irréalistes

Amir Khadir juge que les cibles de croissance des dépenses, que le gouvernement veut abaisser à 2,2 %, sont irréalistes et dégraderont la qualité des services publics et les conditions de travail des travailleuses et travailleurs de ce secteur.

« Ces cibles de compressions mettront un garrot sur les services publics, illustre M. Khadir. Dans le domaine de la santé, on aggravera la situation des équipes déjà surmenées alors que le système manque déjà de main-d'œuvre. À terme, tout cela se soldera par d'autres départs d'infirmières vers des agences privées et par la gangrène du système. »

Des hausses des redevances minières

Dans son budget, le ministre Bachand s'est montré sensible à la pression croissante dans le dossier des redevances sur les ressources naturelles. « Le gouvernement fait certes un pas dans la bonne direction, affirme M. Khadir, mais la

hausse des redevances minières pourrait aller beaucoup plus loin que les 32 M\$ par année pour les mines et les 8 M\$ pour l'eau. »

De mauvaises nouvelles pour tous

Pour Québec solidaire, le budget est particulièrement décevant sur le plan de la lutte à la pauvreté promis pour cette année, puisque les sommes requises ne sont pas au rendez-vous, sinon pour annoncer le financement de 3 000 logements sociaux.

Les plus pauvres et la classe moyenne seront particulièrement affectés par les hausses de tarifs annoncées cette année et l'an dernier, sans parler des hausses de tarif d'Hydro Québec prévues après 2014.

L'annonce d'un forum de déréglementation des frais de scolarité figure aussi parmi les mauvaises surprises de ce budget.

Des alternatives existent pourtant

Au cours des derniers mois, Québec solidaire a mis de l'avant des propositions concrètes de sources de revenus supplémentaires qui soient équitables, écologiquement responsables et viables sur le plan économique. L'ensemble des mesures aurait permis de trouver des milliards que le ministre pige aujourd'hui dans les poches des contribuables et dans la qualité des services publics.

« On ne demandait pas la révolution au gouvernement, explique M. Khadir. On lui demandait d'avoir le courage politique de faire payer les industries et personnes prospères. De toute évidence, le courage n'a pas été au rendez-vous aujourd'hui. »

Les propositions de Québec solidaire sont disponibles sur le site couragepolitique.org

La grogne se fait sentir à Montréal !

Environ 10 000 personnes ont manifesté le premier avril dans les rues de Montréal pour dénoncer le budget 2010 du gouvernement Charest.

La manifestation, organisée par la Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics, regroupait des représentants syndicaux, des étudiants et des travailleurs. Des organismes communautaires comme le FRAPRU étaient aussi présents.

La manifestation était prévue depuis un certain temps, mais elle a pris une nouvelle signification avec l'annonce des hausses de tarifs et d'autres mesures dans le dernier budget. Les manifestants protestaient contre les compressions des dépenses, la hausse de la taxe sur l'essence et de la TVQ, l'augmentation des tarifs d'Hydro-Québec, l'imposition d'une

contribution santé et la hausse des frais de scolarité dès 2012.

Les manifestants ont fait des arrêts à plusieurs endroits significatifs de la métropole. Il se sont d'abord rassemblés au coeur du quartier commercial, au Carré Phillips sur la rue Sainte-Catherine, pour dénoncer la hausse de la TVQ. Ils se sont ensuite dirigés vers le siège social d'Hydro-Québec, pour protester contre la hausse des tarifs d'électricité.

Les manifestants ont ensuite traversé le quartier financier dans le Vieux-Montréal. La manifestation s'est terminée au Carré Victoria, devant le Centre de commerce mondial, où se trouvent les bureaux montréalais du ministre des Finances Raymond Bachand.

À chaque arrêt, des organisateurs de la protestation ont prononcé des discours.

« Notre message clair c'est : si le gouvernement persiste à imposer des mesures inéquitables et injustes, c'est une véritable révolte populaire qui s'ensuivra [...] Le gouvernement est mieux de reculer parce que nous on ne reculera pas », a indiqué Marie-Ève Rancourt, porte-parole du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec.

Les manifestants avaient adopté le slogan : « La richesse existe, prenons-la où elle se trouve ». « Je travaille dans un organisme qui sert 300 repas par jour à des gens défavorisés et ce sont ces gens-là qui seront les premiers touchés par ces mesures », a expliqué un autre manifestant.

(Source : Radio Canada et Presse Canadienne)